

Le siège de Belfort et la campagne de l'Est [fin]

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **20 (1875)**

Heft (4): **Revue des armes spéciales : supplément mensuel de la Revue Militaire Suisse**

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-347610>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE DES ARMES SPÉCIALES

Supplément mensuel de la REVUE MILITAIRE SUISSE, n° 4 (1875).

LE SIÈGE DE BELFORT ET LA CAMPAGNE DE L'EST.

(Fin) (1)

En ce qui concerne la bataille d'Héricourt, l'attaque persistante de l'armée de l'Est présente çà et là quelques beaux faits d'armes. Les luttes autour du château de Montbéliard, à Bussurel, dans les faubourgs d'Héricourt, à Chagey, à Chenebier surtout, montrent que ce ne furent ni la bravoure ni la fermeté qui manquèrent aux troupes françaises. Bon nombre de régiments comptaient recommencer le combat le 18 et furent fort surpris de l'ordre de retraite. Quoiqu'on en ait dit, les corps commandés convenablement, et il y en avait bon nombre, étaient tout disposés à une nouvelle attaque, au moins à tenir fermement leur terrain. Notamment les corps de Palu étaient intacts et pleins d'ardeur. Quelques autres corps de troupes, il est vrai, moins bien dotés en officiers supérieurs ou plus maltraités pendant le combat, étaient exténués, démoralisés, manquaient de munitions. Le général Bourbaki eut la mauvaise chance de les avoir sous les yeux, et, ancien chef de la belle garde impériale, de s'en laisser trop impressionner. Aurait-il pu remettre de l'ordre dans ses lignes, relever partout le moral, remplacer ses corps épuisés, répartir ses munitions restantes, de manière à reprendre l'offensive une quatrième fois, en soignant mieux son effort par la gauche ? Nous ne savons. On l'a dit ; on l'a aussi contesté. Werder aurait-il affronté ou repoussé cette nouvelle attaque, même en la supposant aussi peu décisive que les premières ? C'est possible, soutenu qu'il était par l'approche de Manteuffel. Il est possible aussi que n'ayant plus de réserves, se trouvant à court de munitions, il eût dû faire un premier mouvement de retraite derrière la Savoureuse, en abandonnant son artillerie de siège, sauf celle du château de Montbéliard. Les Français auraient trouvé là un succès qui eût singulièrement ravivé leur confiance, leur force, leur entraînement, et les eût poussés plus loin.

Quoi qu'il en soit le général Bourbaki semble s'être rendu compte inexactement de la situation. Il ignore sans doute que la position allemande n'avait pas encore été réellement attaquée comme il l'avait désiré, c'est-à-dire de flanc en même temps que de front ; et cela tint peut-être à ce qu'il n'avait pas fait suffisamment reconnaître le terrain et les positions ennemies le 14-15, à ce qu'il ne sut pas que la droite allemande, au lieu de finir à Chagey, comprenait encore Etobon, Chenebier, Echevannés et même les abords de Frahier.

(1) Voir nos nos 22, 23, 24 de 1874, 1, 2 et 3 de 1875.

Le plan général d'attaque, nous l'avons dit. était excellent. Une affaire de front, avec effort accentué et mouvement tournant à gauche, répondait fort bien au but principal. C'était le droit chemin sur Belfort ; c'était agir par la bonne aile : les Allemands à leur tour pourraient être jetés à la frontière. Mais ce projet ne fut ni sérieusement essayé ni formellement ordonné. En dirigeant le 18^e corps sur Chagey, et la division Cremer, à travers ce corps, sur Mandrevillars, on faisait une trouée embrouillée sur le centre des Allemands, au lieu d'un mouvement sur leur droite qui s'étendait à près de deux lieues plus loin. Les ordres à la division Cremer sont incompréhensibles et opposés à l'intention, très juste en principe, du grand état-major qui est censée y avoir présidé. Furent-ils défigurés par des ordres complémentaires du 18^e corps ? y eut-il une erreur de noms propres, de copiste qui prit Chenebier ou Chagey pour *Frahier*, et Mandrevillars pour *Chalonvillars* ? Nous ne savons, ⁽¹⁾ mais c'est évidemment sur ces localités (que nous soulignons), c'est tout bonnement sur la grande route de Lure à Belfort par *Frahier*, que Cremer aurait dû être dirigé pour tourner quelque chose, tandis que par Chagey il ne pouvait que s'empêtrer dans le 18^e corps ; ce qu'il fit si bien que les deux corps de gauche se gênèrent plus qu'ils ne s'aidèrent. Peut-être aussi le commandant en chef, au lieu de se tenir derrière son centre vers Aibres, eût dû conduire lui-même sa gauche, puisqu'elle donnait le coup décisif.

Il est surprenant que pendant ces trois jours de luttes et avec l'idée bien arrêtée du général Bourbaki de débloquer Belfort, il n'ait pu arranger aucune action combinée avec les troupes assiégées. Les plus grands efforts auraient dû être faits de la part des deux états-majors pour communiquer entre eux et s'appuyer. Nous n'avons pas appris qu'il y ait rien eu de semblable. Le bruit du canon de la Lisaine arriva bien à Belfort et y provoqua, comme on pense, une vive émotion, de joyeuses espérances. Belfort lança bien une reconnaissance de deux à trois bataillons le 16 sur Essert, où elle engagea une chaude escarmouche. Mais nul effort plus sérieux ne fut tenté pour établir la jonction. Une sortie de 5 à 6 mille hommes aurait été tout-à-fait opportune, aurait pu être fort utile le 16 ; en cas d'échec elle n'aurait pas totalement compromis, croyons-nous, la défense ultérieure ; il fallait donc en courir le risque. Là fut un des points faibles de la défense si louable d'ailleurs de Belfort. Sacrifier cinq mille hommes sur seize mille, pour contribuer à la grande délivrance, n'était pas trop demander de cette place, pour laquelle la France sacrifiait sa dernière armée.

⁽¹⁾ Ces petits accidents de plume et leurs graves conséquences sont plus fréquents qu'on ne le croit. Les localités de *Lure* et de *Luze*, celles d'*Onans* et d'*Ornans* sont, par exemple, constamment confondues dans les beaux volumes in-4^o de l'Enquête parlementaire destinée à élucider la campagne de l'Est.

La seconde partie de la campagne, c'est-à-dire la retraite de l'armée française et l'offensive des forces allemandes n'est pas moins fertile en enseignements instructifs.

Les opérations de l'armée du Sud pendant cette période sont un exemple à enregistrer. Fort bien menées par le général Manteuffel, comme on pouvait s'y attendre depuis ses campagnes de 1866 sur le Mein, de l'été 1870 autour de Metz et récemment contre Faidherbe, le récit qu'en ont fait M. le colonel Wartensleben et M. le capitaine Löhlein ⁽¹⁾, est à étudier en détail par tout officier d'état-major et par tout général désireux de se perfectionner dans son art ainsi que dans les choses du métier. Cette campagne montre une remarquable coordination entre les mesures d'initiative et les mesures de prudence ; une constante et vigoureuse action vers le but principal, sans oubli des exigences accessoires ; une marche résolue et soudaine en avant dès Châtillon, à droite dès Prauthoy, à gauche dès Arbois, selon les informations du jour, avec les précautions désirables pour éclairer le front, couvrir les flancs, assurer les derrières ; une juste proportion ou succession de concentrations et de détachements suivant les divers besoins ; en deux mots, une parfaite entente des choses grandes et petites de la guerre, où l'on ne pourrait reprocher qu'un peu d'éparpillement parfois, qui amena quelques moments d'incohérence dont un ennemi plus entreprenant aurait pu profiter.

Il faut dire aussi que le général Manteuffel, aujourd'hui maréchal et à juste titre, fut bien secondé par ses principaux lieutenants : par Werder talonnant sans relâche la retraite, par Franzeky la prévenant sur les routes de Salins et de St-Laurent, par Zastrow pressant constamment le gros des masses françaises dès Besançon.

Du côté des Français, la désorganisation de l'armée, du commandement en chef, peut-être de la haute administration du pays, expliquent à peu près tout.

Avec un gouvernement plus ferme et plus régulier le manque d'entente entre les états-majors et les chemins de fer ou des états-majors entre eux ne se serait pas produit à un tel degré. Le mouvement en avant eût été plus rapide, celui en retraite plus serré. Besançon, mieux approvisionné et moins encombré, eût fourni un refuge pour quelques semaines. On évitait au moins la catastrophe. Indépendamment de cela les opérations mêmes eussent été mieux coordonnées.

Notamment on ne comprend pas que les rapports entre les forces de Bourbaki et de Garibaldi n'aient pas été mieux définis. Evidemment le commandant en chef de la 1^{re} armée, dite de l'Est, avait le pas, le pouvoir suprême dans toute cette région. Cela se sentait, mais cela ne fut ni dit expressément ni pratiqué. Bourbaki

(1) Ouvrages cités.

ne donna aucun ordre aux Garibaldiens, qui devaient cependant assurer sa gauche et ses derrières et qui, à cet effet, auraient dû au moins savoir constamment où se trouvait et ce que faisait le gros de l'armée. Quelques polémiques ont eu lieu à ce sujet; mais, plus ardentes que précises, elles ne nous ont pas paru élucider complètement la question ⁽¹⁾. Nous croyons donc devoir nous borner à donner l'avis du secrétaire en chef de la guerre.

Après avoir mentionné les démonstrations allemandes contre Dijon ainsi que le fâcheux abandon par les Français de Gray et de Dole, M. de Freycinet ajoute : « Ici les généraux Bourbaki et Garibaldi se rejettent mutuellement la responsabilité. Le général Bourbaki dit que le général Garibaldi avait mission de couvrir sa gauche et qu'il aurait dû dès lors défendre Gray et Pontarlier et, par suite interdire les routes de Dole. Le général Garibaldi objecte que ses forces n'étaient pas suffisantes pour défendre à la fois Dijon et les autres places; qu'il pouvait bien envoyer des éclaireurs au loin, mais non de véritables corps en état de s'opposer de vive force à la marche de l'ennemi. Il donne comme preuve qu'attaqué lui-même deux jours après à Dijon, il a eu toutes les peines, avec son corps franc et les 15 ou 18,000 mobilisés qui venaient d'arriver, à se défendre victorieusement; que, dès lors, s'il avait envoyé du monde à Gray et à Pontailier, il aurait été battu à Dijon et la ville aurait été prise, ce qui eût été l'abandon de sa mission essentielle.

« En ce qui me concerne, tout en regrettant l'inaction du corps garibaldien, je considère que la défense de Dole et des passages de la Saône incombait au général Bourbaki. Un chef d'armée doit faire garder ses derrières et assurer ses communications. Or c'est entre le Doubs et la Saône que l'armée de l'Est opérait. La place d'Auxonne nous appartenant, Dole, qui était entre cette place et le général Bourbaki, ne pouvait pas être gardée par le général Garibaldi, qui opérait de l'autre côté. Au surplus, les dépêches du général en chef paraissent d'accord avec cette manière de voir. Car c'est précisément dans le but de garder ses communications, qu'après son départ de Bourges, il réclamait l'envoi du 15^e corps. « Si nous sommes assez heureux, écrivait-il de Châlons le 26 décembre, pour enlever les deux points convenus de la ligne ennemie et pour pouvoir continuer notre marche vers ses communications, il est évident que ces deux points devront être solidement gardés sous peine de voir menacer ou même couper les nôtres. J'aurais trouvé à ce moment un appui précieux dans le 15^e corps pour jouer ce rôle *ou pour me permettre de*

(1) Nous parlons ici surtout du livre cité du général Bordone et des dépositions des principaux chefs et officiers d'état-major de l'armée de l'Est devant la commission d' « Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la défense nationale. » III^e vol.

» faire tel autre détachement qui m'aurait garanti mes communications. » Or, le 15^e corps ayant été envoyé quelques jours après, il s'en suit que les points principaux, et en tous cas celui de Dole, auraient dû être gardés par les propres détachements de l'armée de l'Est. On a pu même supposer que le général en chef en agissait ainsi quand il écrivait le 18 janvier : « Je prends toutes les dispositions nécessaires pour utiliser la Saône et l'Ognon. Je fais renforcer la garnison d'Auxonne et rappeler à Besançon la 3^e légion du Rhône. Je prescris au général Rolland de faire occuper momentanément la partie de l'Ognon comprise entre Marnay et Voray. » Ces prévoyantes dispositions embrassant le territoire entre la Saône et l'Ognon, Dole, situé dans ce même territoire, se trouvait par suite compris.

» Néanmoins on doit regretter, je l'ai dit, et l'erreur dans laquelle est tombé l'état-major garibaldien et l'inaction, au nord de Dijon, qui en a été la conséquence ; car l'envoi de quelques bandes, même peu nombreuses, en travers des colonnes ennemies, aurait pu, non les arrêter, mais du moins les inquiéter et, sans doute, ralentir leur marche. Or, il n'est pas improbable que, si le général Bourbaki s'était vu serré de moins près par l'ennemi, il aurait conservé une plus grande liberté d'esprit et aurait mieux profité du temps qui lui était laissé pour effectuer sa retraite. » ⁽¹⁾

Pour apprécier équitablement la valeur des lignes qui précèdent, il n'est pas inutile de rappeler, d'une part, que le général Garibaldi n'a pas été entendu dans l'enquête parlementaire ; d'autre part que le général Bourbaki a fait une déclaration qui ne saurait être mise en doute. C'est qu'il avait accepté le commandement de l'expédition de l'Est à deux conditions, qui, de façon ou d'autre, n'ont pas été remplies : 1^o sa gauche devait être couverte contre un mouvement tournant allemand, et l'on sait que Manteuffel put l'accabler à son aise avec le gros de ses forces ; 2^o Besançon devait être *bondé* de vivres, et au moment de la retraite, le 23 janvier, il n'y en avait, outre les vivres de la place même, que pour sept jours, d'après les rapports de M. l'intendant général Friant. En fait il y en avait davantage ; c'est-à-dire : 10 jours pour l'armée de campagne et trois mois au moins pour une garnison d'une trentaine de mille hommes. Mais on ne sut ce chiffre que plus tard. Dans le trouble de la débâcle on ne put le constater et l'on resta fort au dessous de la réalité. Le général Bourbaki crut même, d'après des calculs erronés, n'avoir en tout que trois jours de vivres. Le commandant de la place, capitaine de vaisseau Rolland, estimait avoir trois mois de vivres pour la ville et pour sa garnison montant à une douzaine de mille hommes. Il paraît sûr qu'en alignant les vivres de la place et de l'armée, il y en aurait

(1) Freycinet, ouvrage cité, p. 254 256.

eu pour quatre à cinq semaines pour tout le monde, et c'est fort regrettable que le cahos de la retraite, joint à celui de l'organisation des forces en jeu, n'ait pas permis d'avoir à temps cet important renseignement.

Enfin et pour autant que le malheur n'ait pas trop aigri, dans leurs dépositions rétrospectives devant la commission d'enquête, plusieurs acteurs marquants de ces événements, il faudrait constater que la meilleure harmonie ne régnait pas dans le grand état-major et dans ses principaux rouages. Le chef d'état-major, général Borel, l'intendant général Friant, le commandant de la place Rolland, semblent se plaindre d'avoir été tenus trop à l'écart dans le conseil, tandis que quelques officiers de rang moins élevé, entr'autres le colonel Leperche, excellent et dévoué aide-de-camp du général en chef, et un délégué de Bordeaux, M. de Serres, habile inspecteur des chemins de fer, auraient eu un rôle plus étendu que ne le comportait leur situation officielle. Vieille histoire, hélas ! qui sera toujours neuve.

En ce qui concerne la retraite même de l'armée de l'Est sur Besançon, puis sur Pontarlier, le triste état moral et matériel de cette armée, ainsi que de son commandement si fatalement brisé le 26, explique aussi les principaux vices des opérations. C'est surtout par ce motif que tant de temps fut gaspillé dans le cul-de-sac de Besançon, où se passèrent en attente de convois, et de désencombements, en enquête sur l'état exact des vivres, en ordres et contr'ordres, en ralliements interminables, les journées décisives du 21 au 26, que les Allemands employèrent à marcher, à resserrer leur filet. Le grand état-major lui-même comprenait mieux que personne, paraît-il, qu'au lieu d'amonceler de si fortes masses autour d'une place qui ne pouvait, croyait-on, ni les abriter ni les nourrir, il fallait les écouler successivement et rapidement sur Lons-le-Saulnier. Il l'ordonna dès le 21, en dirigeant la division d'Astugue, par voie ferrée, de Clerval sur Mouchard ⁽¹⁾. Elle ne put faire son chemin. Ce fut grand dommage. Elle aurait assuré aux colonnes en arrière cette voie ferrée si précieuse et celles avoisinantes, qui ne furent tenues par les Prussiens que le 24 ou le 25. Trop tard, soit le 25, les troupes de Cremer furent chargées de réparer ce malheur et envoyées d'Ornans et de Cléron sur Salins et sur le col de Viéneuve. La tête de colonne, sous le colonel Pouillet, ne put atteindre que Nans ; de là il lui fallut rétrograder.

De même autour de Pontarlier, cul-de-sac plus périlleux que Besançon, trop de temps dut être perdu, c'est-à-dire du 26-27 au 29-30, Si l'on avait pu faire tenir dès le 27 la route Mouthe—Morez et ses abords, comme le grand état-major semble l'avoir

(1) Voir *Enq. parl.* III, 352, 353, 396. Dépositions du général Bourbaki et du colonel Leperche.

projeté et ordonné, une bonne ligne de retraite eût été encore assurée, puisque les avant-gardes du II^e corps allemand ne l'atteignirent que le 29.

On y envoya bien, et tout juste à temps, c'est-à-dire le 26 ou le 27, le général Cremer, avec des détachements de divers corps, notamment du 24^e, et toute la cavalerie sous la main. Mais cette avant-garde n'eut pas, paraît-il, des ordres assez explicites. Le général Cremer alla promptement sur St-Laurent, où il arriva le 28 au soir, croyons-nous, suivi de 7 à 8 mille hommes, dont 3 à 4 régiments de cavalerie. C'était parfait ; à la condition de ne pas négliger le débouché des Planches sur Foncine, qui menaçait plus directement la droite française. Or ce débouché ne fut gardé que par 200 cavaliers sans artillerie ni infanterie. Ces cavaliers, détachés sur une route étroite et glissante, ne comprirent pas la gravité de leur mission ou ne purent faire grand chose ; menacés d'être tournés, ils se replièrent sur Foncine et sur St-Laurent, en laissant ouvert l'important défilé qu'ils devaient barrer. Pendant ce temps les premiers fantassins, par erreur probablement, filaient aussi de Foncine sur St-Laurent.

C'était plutôt toute la tête de colonne de Cremer, ce sont les premières forces venant de Mouthe, qui auraient dû tenir le poste des Planches ou au moins se partager entre les Planches et St-Laurent. Quelques pièces et des tirailleurs auraient aisément gardé contre des forces décuples le col des Planches, et le gros de l'armée aurait défilé en sûreté derrière elles. Avec l'aide d'un autre poste à St-Laurent et d'une arrière-garde convenable sur la route de Mouthe, la retraite sur Morez et les Rousses ou sur St-Claude eût été très bien couverte.

Il n'est sans doute pas besoin de démontrer ici qu'on ne tient pas une route sur la route même, mais par le moyen de flanqueurs, qui doivent en premier lieu s'assurer des chemins débouchant de la région ennemie sur ladite route. Soit lassitude soit connaissance insuffisante du terrain, et malgré les pressantes instances de braves gens et des gendarmes de la localité, cette exigence tactique ne put être remplie aux Planches dans la marche sur Morez par Mouthe, de même qu'on n'avait pu tenir assez compte de l'important facteur du temps, dans l'essai antérieur de marche sur Salins et sur Champagnole. On en a vu les tragiques conséquences.

Enfin, de toute cette période de la guerre, une grande leçon ressort d'une manière éclatante. C'est qu'en rase campagne les troupes de Bourbaki, quoique commandées par des généraux expérimentés et renfermant beaucoup d'excellens vétérans, n'ont pu tenir devant des forces beaucoup moindres d'effectif mais supérieures en qualité. Qu'en revanche des troupes françaises de

même catégorie que celles rejetées en Suisse, sont parvenues, derrière les retranchements de Belfort, à tenir tête aux vainqueurs de la Lisaine et à sauver la place confiée à leur garde. Pour nous Suisses, surtout, c'est un enseignement qui ne devrait pas être dédaigné. Nous ignorons si notre armée pourrait avoir, dans des batailles rangées, des chances beaucoup meilleures que l'armée de Bourbaki; ce qui est certain, c'est qu'elle n'a point de Belfort, encore moins de Paris ou de Metz, pas l'ombre d'une place où elle puisse appuyer ses forces en campagne ou seulement mettre ses ressources de guerre à l'abri d'un coup de main.

Le problème de la défense de la Suisse au moyen d'une grande place centrale, couverte de quelques petits ouvrages détachés, problème que nous avons posé et développé il y a dix ans, s'impose donc aujourd'hui à la Suisse d'une manière impérieuse. Espérons qu'on ne tardera pas plus longtemps de mettre activement la main à l'œuvre, puisqu'on paraît être en veine sérieuse de réformes et de progrès.

LA GUERRE DE BOURGOGNE ET LA BATAILLE DE GRANDSON

Par M. le colonel fédéral de Mandrot.

Depuis les temps les plus anciens les rapports entre les Suisses et la maison de Bourgogne avaient été excellents. Si d'un côté les denrées suisses, entr'autres les fromages, déjà estimés, et les draps trouvaient leur écoulement en Bourgogne, d'un autre ils avaient besoin des sels que produisait cette contrée; ils en tiraient aussi des vins. De plus, les gentilshommes suisses recevaient un fort bon accueil à la cour des ducs de Bourgogne; ils y remplirent souvent des emplois militaires considérables.

Dans le XV^e siècle, ces rapports étaient si bien établis que l'on vit en 1465 des Suisses combattre à Montlhéri sous les drapeaux bourguignons contre le roi Louis XI.

Ce prince si habile n'avait pas oublié la valeur des Suisses à St-Jaques, il cherchait en eux des auxiliaires dans la lutte qu'il avait entreprise contre son cousin de Bourgogne, et réussit, après de nombreux essais infructueux, à les trouver dans certaines villes suisses que des mouvements politiques intérieurs portaient à se jeter dans les aventures. Ces villes parvinrent, par des moyens qui ne furent pas toujours honorables, à entraîner leurs confédérés peu disposés d'abord à les suivre, et qui se défiaient de Louis XI.

La ville de Berne, gouvernée jusqu'au commencement du XV^e siècle par les familles des gentilshommes qui avaient aidé à la fonder, avait vu se former peu à peu une nouvelle catégorie de citoyens qui aspiraient, sinon à remplacer les premiers, du moins à partager avec eux le pouvoir. C'étaient ou des hommes libres de la campagne, grands propriétaires, ou des bourgeois de la ville, enrichis par le commerce déjà très lucratif des toiles, ou bien par celui des draps.

L'empereur Sigismond ayant, en 1445, octroyé aux bourgeois de Berne la faculté de posséder des fiefs impériaux de même que les